



Conservateurs et libertariens : des cousins difficiles

Robert Nisbet

Traduction par Xavier Corfa

Conservatisme et libéralisme classique (ou libertarianisme) sont deux pensées politiques qui sont généralement classées à « droite » de l'échiquier politique, mais qui peinent à être représentées dans le monde politique français et qui par conséquent ne sont pas souvent clairement définies.

Robert Nisbet, sociologue conservateur américain, qui fut doyen de l'Université de Californie, avant de travailler pour le prestigieux think-tank American Enterprise Institute, en donne une définition précise dans le présent article dont nous vous proposons la traduction. « Conservatives and Libertarians, Uneasy Cousins », publié en 1980 dans Modern Age, en plus d'énoncer les fondements philosophiques du libertarianisme et du conservatisme, montre le socle commun de ces deux pensées politiques mais surtout leurs points de divergences.

On s'accorde souvent à dire que le conservatisme moderne, en tant que philosophie politique, est issu d'Edmund Burke, principalement de ses *Réflexions sur la Révolution en France* publiées en 1790. Ce livre est bien sûr plus qu'une brillante analyse prédictive de la Révolution et de ses nouveaux modes de pouvoirs néfastes pour la vie de chaque individu ; les *Réflexions* constituent également, à travers ses digressions, un des plus profonds traités jamais écrits sur la nature de la légitimité politique. Le conservatisme politique moderne, tel que nous le trouvons dans une tradition philosophique européenne depuis 1800, tire ses origines dans l'insistance de Burke sur les droits de la société et de ses groupes historiquement formés, tels que la famille, le voisinage, les guildes et les églises, contre le « pouvoir arbitraire » d'un gouvernement politique. Burke soutient que la liberté individuelle - et cela demeure aujourd'hui la thèse conservatrice - est seulement possible dans un contexte de pluralité d'autorités sociales, de codes moraux et de traditions historiques, qui, dans une articulation organique, servent d'« auberges et de lieux de repos » à l'âme humaine et de résistance intermédiaire au pouvoir de l'Etat sur l'individu. L'influence des *Réflexions* de Burke fut immédiate. Tous les travaux majeurs du conservatisme philosophique Européen du début du XIX^{ème} siècle, ceux de Bonald, de Maistre, du jeune Lamennais, de Hegel, de Haller, de Donoso Cortes, de Southey et de Coleridge, parmi d'autres, sont enracinés, comme tous ces

auteurs sans exception le reconnaissent, dans l'ouvrage séminal de Burke.

Il convient de souligner ici que le passé politico-idéologique de Burke, qui a conduit à ses fameuses *Réflexions*, n'était pas considéré à cette époque, et ne le serait pas ordinairement encore aujourd'hui, comme typiquement conservateur. Depuis son enfance, il était admirateur de la Glorieuse révolution de 1688 qui avait eu lieu quatre décennies avant sa naissance. Dans les années 1760, quand les troubles éclatèrent dans les colonies américaines, Burke se rangea sans réserve du côté des colons. Ses discours parlementaires sur les Américains, et sur ce qu'il considérait comme les pratiques détestables du gouvernement britannique, sont classiques. Il n'a peut-être pas approuvé la décision des colonies de partir en guerre et de chercher à rompre complètement avec l'Angleterre, mais ses sympathies restèrent néanmoins pour ces Anglais qui ont fondé l'Amérique du nouveau monde. Il convient de rappeler, que comme en ce qui concerne les Américains, certains des plus puissants discours de Burke au Parlement ont été prononcés en défense de l'Inde et de sa culture traditionnelle dans une opposition féroce à Warren Hastings. Burke chercha à accuser de corruption, sans succès, la compagnie britannique des Indes orientales pour ses exactions en Inde. Malgré son amour pour l'Angleterre et la façon d'être des Anglais, Burke fut implacable dans ses critiques contre le gouvernement pour son traitement de l'Irlande où il naquit. Le Dr Johnson, un proche ami de Burke et un tory fervent, pouvait s'inquiéter avec raison de son whiggisme.

Passons maintenant à la fondation du libertarianisme contemporain, du libéralisme classique. Si nous le souhaitons, nous pouvons remonter au moins jusqu'au *Second traité* de John Locke, aux écrits de Montesquieu dans la France du XVII^{ème} siècle, à ceux de Jefferson en Amérique ou d'Adam Smith en Angleterre. Mais la source la plus sûre et la plus vivante du libertarianisme me semble se trouver dans *De la liberté* de John Stuart Mill, publié en 1859, la même année que *l'Origine des espèces* de Darwin (qui a sa propre relation au libéralisme classique, et ainsi au libertarianisme contemporain, à travers la thèse centrale de la sélection naturelle, version biologique de ce que le libéralisme classique appelait le libre marché, utilisant cette expression dans son sens le plus large). Au début de son fameux essai sur la liberté, Mill formule le fameux « principe très simple ». Il écrit : « Ce principe veut que les hommes ne soient autorisés, individuellement et collectivement, à entraver la liberté d'action de quiconque que pour assurer leur propre protection. (...) Contraindre quiconque pour son propre bien, physique ou moral, ne constitue pas une justification suffisante. » Je suggère que le « le principe très simple » de Mill constitue le cœur du libertarianisme contemporain. Cependant, il est nécessaire de noter les réserves immédiates de Mill à ce principe, qui peuvent être ou pas acceptées par la majorité des libertariens d'aujourd'hui. Ainsi nous apprenons que ce principe ne s'applique pas aux personnes n'ayant pas la majorité légale, un raccourci qu'un grand nombre de lycéens et d'étudiants trouveraient aujourd'hui ridicule et rejetteraient. Ce principe ne tient pas non plus pour ceux que Mill identifie de façon plutôt énigmatique comme étant « dépendants des soins d'autrui », un état qui doit inclure tous ceux qui bénéficient des aides sociales dans notre société, ainsi que ceux dont Mill a probablement à l'esprit, les malades chroniques et les déficients mentaux. Mill exclut catégoriquement de ce

principe de liberté tous les peuples sur Terre qui vivent dans ce qu'il appelle les « âges arriérés de la société ». Pour eux, il déclare que le despotisme, aussi éclairé que possible, reste nécessaire tant qu'ils n'ont pas atteint à travers leur évolution sociale le niveau de civilisation de l'Occident moderne.

Par la suite, Mill va plus loin en refusant le principe de liberté pour ceux autour de nous qui sont, selon ses propres termes, des « nuisances » pour les autres. Et il poursuit : « personne ne prétend que les actions doivent être aussi libres que les opinions. » Dans sa simple exposition, le principe de Mill pourrait très certainement donner une légitimité à la pornographie contemporaine dans toutes les sphères aussi bien qu'aux manifestations de rues bruyantes, troublant l'ordre public et potentiellement violentes. Mais avec les réserves que nous venons de citer, il est loin d'être évident que la vision de Mill de la liberté légitime puisse approuver la licence contemporaine, qu'elle soit morale, politique, religieuse ou autre. Il est impossible de ne pas croire que, même dans son expression la plus épurée, le principe simple et unique de Mill était destiné à n'être appliqué qu'aux individus formés intellectuellement et moralement tel que lui-même l'était. Mais de telles observations n'affectent pas le pouvoir pur et simple qu'a exercé le principe de Mill, spécialement durant les cinquante dernières années, en philosophie, sciences sociales, théologie, droit et plus récemment dans la moralité populaire. (En regardant autour de nous, qui peut douter sérieusement que la contre-culture a gagné d'importantes batailles dans sa guerre contre la morale américaine traditionnelle qui a débuté dans les années 1950 pour atteindre son apogée dans les années 1960 ? Et par essence ces batailles ont été livrées dans l'esprit du principe très simple de Mill. Il avait peut-être pris au sérieux les contrôles et les limites qu'il avait prescrits. Mais d'autres, considérant le principe dans sa forme séparée, abrégée et catégoriquement impérative comme l'a formulé Mill, ne se sont pas sentis tenus par des obligations similaires.)

II

Assez parlé des racines du conservatisme et du libertarianisme. Nous allons maintenant nous intéresser aux développements les plus importants issus de ces racines et qui nous entourent aujourd'hui. Quels sont-ils ? Quelles sont leurs ressemblances ? Quelles sont leurs différences au regard des critères respectifs de l'esprit conservateur et libertarien ? Pour des raisons de clarté, je commencerai par ce que ces deux esprits semblent avoir en commun.

Premièrement, le rejet de l'intervention du gouvernement, plus particulièrement celle du gouvernement national et centralisé dans la vie économique, sociale, politique et intellectuelle des citoyens. Edmund Burke était tout aussi inflexible sur ce point (voir dans ses *Réflexions* ses critiques sévères sur la centralisation et la nationalisation en France) que Mill ou tout autre libéral classique l'était ou pouvait l'être. Cette position s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui. Les conservateurs sont sans doute plus disposés que les libertariens à considérer exceptionnellement la nécessité d'une suspension ou d'une abrogation de cette position envers le gouvernement national – comme à l'égard de la défense nationale sur laquelle je reviendrai

plus tard. Mais, en général et sur une période importante, le conservatisme peut vraiment être considéré comme une philosophie ancrée dans l'opposition à l'étatisme aussi clairement que le libéralisme. En comparaison avec ce qui passe aujourd'hui pour le libéralisme, le progressisme, le populisme et la social-démocratie ou le socialisme, il y a certainement très peu de différences qui peuvent être trouvées entre les libertariens et les conservateurs dans leur position respective envers l'Etat.

Deuxièmement, toujours en comparaison avec les autres groupes que je viens de citer, il y a un grand consensus entre les conservateurs et les libertariens sur ce en quoi devrait consister l'égalité légitime dans la société. Une telle égalité est en un mot *légale*. Une fois de plus, nous devons revenir à Burke et Mill sur cette question. Pour l'un comme pour l'autre, l'égalité devant la loi était vitale au développement de la liberté individuelle. Je ne vois rien dans les écrits contemporains des libertariens et des conservateurs pour suggérer qu'il existerait quelque chose de plus qu'une nuance ou une insistance occasionnelle séparant les deux groupes sur la question de l'égalité. Il y a une même condamnation de ce qu'il est convenu d'appeler l'égalité des résultats, des conditions sociales, des revenus ou des richesses.

Troisièmement, il y a une conviction partagée sur la nécessité de la *liberté*, notamment de la liberté économique. Une fois encore, dans les faits, il apparaît que les conservateurs semblent plus disposés que les libertariens à accepter des infractions occasionnelles à la liberté économique individuelle à travers des lois et des agences de réglementations conçues pour protéger ou soutenir un groupe ou un autre qui est désavantagé. On pense au torysme du XIX^{ème} siècle ou au sénateur Robert Taft sur le logement public à la fin des années 1940. Dans la mesure où l'on peut constater qu'aucun libertarien n'a encore été confronté dans la haute fonction publique à ce type de pression venant de groupes exigeants un droit ou une exemption, il n'est pas possible de comparer les libertariens et les conservateurs en termes de démonstration d'adhésion à des principes philosophiques lorsque les pratiques et le long-terme politique sont impliqués.

Quatrièmement, il y a un rejet commun de la guerre et, plus particulièrement, la société de guerre que les Etats-Unis ont connu en 1917-1918 sous Woodrow Wilson et à nouveau sous Franklin D. Roosevelt lors de la Seconde guerre mondiale. Les libertariens peuvent protester avec raison contre cela étant donné qu'un parfait libertarien est certainement plus susceptible de résister de façon manifeste qu'un conservateur – pour qui le respect de la nation et du patriotisme est probablement décisif même lors d'une guerre à laquelle il s'oppose. Malgré cela, je pense qu'il y a un terrain d'entente suffisant, au moins au regard du respect du principe, pour rassembler les conservateurs et les libertariens. Souvenons-nous qu'à partir de la guerre Hispano-américaine, à laquelle s'opposa fortement le conservateur McKinley, et tout au long des guerres de ce siècle, dans lesquelles les Etats-Unis ont été impliqués, la principale opposition à l'entrée en guerre de l'Amérique venait de ces éléments de l'ordre économique et social qui étaient généralement identifiés comme conservateurs. Que ce soit les « isolationnistes du Middle West », les républicains traditionnels, l'ethnie d'Europe Centrale, les petits entrepreneurs, ou quelque soit la manière dont nous souhaitons désigner

une telle opposition. Je ne suis certainement pas indifférent à l'opposition libertarienne à la guerre pouvant provenir d'un Max Eastman ou d'un Eugene Debs, et de manière générale de nombreux objecteurs de conscience libertariens pendant les deux guerres mondiales. Mais l'opposition solide et vraiment redoutable contre l'entrée en guerre de l'Amérique venait de ceux qui étaient étroitement liés aux affaires économiques, à la communauté locale, la famille et la morale traditionnelle. (Tocqueville a correctement identifié en Amérique cette classe réticente à s'engager dans une guerre étrangère en raison de son impact prévisible principalement sur les entreprises et le commerce, mais également sur d'autres activités sociales et morales) Woodrow Wilson et Franklin D. Roosevelt devaient convaincre cet élément de la société américaine, et non la minuscule résistance libertarienne. Ils devaient séduire, convaincre, soumettre à la propagande, convertir et, dans certains cas, pratiquement terroriser afin d'ouvrir la voie à un éventuel engagement des forces militaires américaines en Europe et en Asie.

Comme le suggèrent certains passages qui précèdent, il y a une aversion partagée par les libertariens et les conservateurs pour ce qui passe pour être aujourd'hui le libéralisme (« liberalism »¹), celui qui est largement admis dans les écoles, les Eglises établies, les universités et par-dessus tout dans les médias et de manière plus spectaculaire dans les médias électroniques. Au passage, j'aimerais rappeler qu'historiquement le conservatisme a fait plus que le libertarianisme pour s'opposer, mettre en échec ou vaincre les manifestations spécifiques de ce soi-disant libéralisme. Je me souviens de des nombreux conservateurs des années 1930 se prononçant contre la sécurité sociale, l'Agricultural Adjustment Act, le National Recovery Association et la plus en plus arrogante National Education Association avec sa canonisation d'un libertarianisme progressiste destiné aux enfants des maternelles. Peut-être qu'il y avait également des libertariens actifs mais je ne m'en souviens pas. Toutefois, je n'ergote pas. L'histoire décide de ces choses. Il y avait bien plus de conservateurs, ou du moins des conservateurs identifiés et politiquement actifs, que de libertariens dans l'Amérique de cette époque. Dans une décennie ou deux, les choses pourraient bien s'inverser dans ce domaine.

III

Maintenant, passons aux différences, ou à quelques unes en tout cas. Celles-ci sont importantes, très importantes ! Tout pour le moment laisse penser que les *différences* entre le conservatisme, en général ou néo-, et le libertarianisme, anarcho- ou constitutionnel, vont apparaître de plus en plus larges et discordantes. Bientôt, je pense qu'il sera impossible pour les expressions « libertarien-conservateur » ou « conservateur-libertarien » d'être autre chose que des oxymores, comme un optimiste triste ou une bonté cruelle. Ici, je vais également éviter les cas spécifiques et me cantonner aux principes et aux points de vue.

¹ Le terme « *liberalism* » a de nos jours aux Etats-Unis une signification toute autre de celle que nous avons en Europe. A ce sujet, voir *Le Libéralisme américain, Histoire d'un détournement*, Alain Laurent, Les Belles Lettres, 2006

La première différence réside dans la façon contrastée par laquelle les deux groupes perçoivent la population. Les conservateurs, depuis Burke, ont eu plutôt tendance à voir la population à la manière des légistes du Moyen-âge ou des philosophes réalistes (en contraste avec les nominalistes) : composée directement non pas par les individus, mais par les groupes naturels dans lesquels ces mêmes individus vivent invariablement : la famille, la localité, l'église, la région, la classe sociale, la nation, etc. Bien entendu, les individus existent mais ils ne peuvent pas être considérés comme des identités sociales distinctes de ces groupes et de ces associations. Si le conservatisme moderne a vu le jour essentiellement à travers les *Réflexions sur la Révolution de France* de Burke, c'est parce que la Révolution, – au nom de l'individu et de ses droits naturels, a souvent détruit ou diminué les groupes traditionnels – les guildes, l'aristocratie, la famille patriarcale, l'Eglise, l'école, les provinces, etc. que Burke considérait comme étant les molécules irréductibles et constitutives de la société. Des conservateurs de la première heure comme Burke, Bonald, Haller et Hegel (de *La philosophie du Droit*) et des libéraux conservateurs tels que le jeune Lamennais et bien entendu Tocqueville, considéraient que la doctrine absolue de l'individualisme représentait une menace pour l'ordre social et la vraie liberté tout autant que la doctrine absolue du nationalisme. En effet, ils soutenaient que c'est la pulvérisation de la société en un tas de sable composé de particules individuelles, revendiquant chacune des droits naturels, qui rendait inévitable l'apparition du nationalisme collectiviste.

Les libertariens ne ferment pas les yeux sur l'existence de groupes et d'associations, ni sur les traditions et les coutumes qui constituent leur ciment, et il serait absurde de caractériser les libertariens comme des ennemis sans discernement de toute forme d'association. Ils ne proposent pas un retour à l'état de nature vanté par les Lumières. Il est rare qu'un libertarien soit un clone de Max Stirner. Ils sont aussi dévoués au principe de libre association que n'importe quel conservateur. Nous ne devrions pas oublier que l'anarchisme libertaire d'un Proudhon ou d'un Kropotkine était fondé sur un ordre social composé de groupes et non sur des abstractions comme les individus godwiniens. Pourtant, en lisant les journaux et les commentaires libertariens de ces dernières années, je suis convaincu qu'il y a plus d'hormone égoïste dans la physiologie libertarienne que dans celle conservatrice. On a de plus en plus l'impression que pour les libertariens d'aujourd'hui, comme pour les théoriciens du droit naturel au XVIIème siècle, les individus seuls sont réels ; les institutions ne sont que leurs ombres. Je crois qu'un état d'esprit se développe au sein des libertariens dans lequel les coercitions de la famille, de l'église, de la communauté locale et de l'école semblent aussi hostiles à la liberté que celles du gouvernement politique. Si c'est le cas, le fossé se creusera certainement encore plus entre les libertariens et les conservateurs.

Cela me conduit à une seconde différence majeure entre les deux groupes. La philosophie conservatrice de la liberté procède de la philosophie conservatrice de l'*autorité*. C'est l'existence de l'autorité dans l'ordre *social* qui empêche les empiètements du pouvoir de la sphère politique. Depuis Burke, le conservatisme perçoit la société comme une pluralité d'autorités. Il y a celles des parents sur l'enfant, du prêtre sur le communiant, du professeur

sur l'élève, du maître sur l'apprenti, et ainsi de suite. Telle que nous pouvons l'observer actuellement, la société est un réseau ou un tissu de telles autorités. Elles sont vraiment innombrables si nous pensons aux différents types d'autorité qui s'étendent au sein du plus petit groupe ou réseau de relation humains. Une telle autorité peut être lâche, douce, protectrice et conçue pour produire l'individualité, cependant cela reste de l'autorité. Pour le conservateur, la liberté individuelle réside dans les interstices de l'autorité morale et sociale.

C'est seulement grâce aux effets directeurs et restrictifs d'une telle autorité qu'il devient possible pour les êtres humains de maintenir un gouvernement politique libéral tel que les Pères fondateurs l'avaient conçu pour ce pays et qui a prospéré en Angleterre à partir de la fin du XVII^{ème} siècle. Supprimez les liens sociaux, comme le proposent depuis William Godwin les plus zélés et les plus intransigeants des individualistes libertariens, et vous vous retrouvez avec un peuple non pas libre mais chaotique, constitué d'individus non pas créatifs mais impuissants. Comme l'a correctement écrit Balzac, la nature humaine ne peut supporter le vide moral. Prétendre, comme certains libertariens l'ont fait, qu'un ensemble solide et fort d'autorité au sein de la société est incompatible avec la créativité individuelle revient à ignorer ou à mal interpréter l'histoire culturelle. Pensez à l'effervescence culturelle dans l'Athènes du V^{ème} siècle avant JC, dans la Rome augustiniennne du I^{er} siècle, dans l'Europe du XIII^{ème} siècle, sous le règne de Louis XIV et dans l'Angleterre élisabéthaine. Toutes furent des périodes d'ordre social et moral puissamment soutenu par des codes moraux et des institutions politiques. Mais Eschyle, Sénèque, Roger Bacon, Molière et Shakespeare prospérèrent néanmoins. Loin de se sentir opprimé par l'autorité hiérarchique l'entourant, Shakespeare – dont on ne peut mettre en doute la copieuse individualité – est l'auteur d'un passage mémorable qui commence par « Brisez la hiérarchie, détendez cette corde, Aussitôt quelle dissonance ! Tout se heurte »². Comme l'a souligné et détaillé A. L. Rowse, la structure sociale de l'Angleterre shakespearienne était solide, son autorité toujours évidente, mais rien ne faisait plus peur au peuple que l'idée que l'autorité – surtout celle conçue pour repousser les ennemis extérieurs et débusquer les traîtres – puisse être trop lâche et ténue. Bien sûr, une telle autorité pouvait parfois devenir trop insistante et des moyens ingénieux furent trouvés par les dramaturges et les essayistes pour déjouer les censeurs du gouvernement. Après tout, les esprits créatifs vivaient sous une autorité sociale et morale forte, mais ce n'était pas le gouvernement oppressif, politico-bureaucratique, envahissant et totalitaire du XX^{ème} siècle.

Finalement, il convient de remarquer qu'à ce jour les plus grands auteurs de la littérature occidentale du XX^{ème} siècle ont presque tous été des défenseurs de la tradition et de l'autorité culturelle. Eliot, Pound, Joyce, Yeats et d'autres ont tous à travers leurs poèmes rendu hommage à l'autorité et tous, sans exception, voyaient la mort éventuelle de la culture occidentale découler de l'anéantissement de cette autorité au nom de l'individualisme et de la liberté.

Il est certain, et cela est pleinement reconnu par les conservateurs, qu'il existe un degré

² *Troïle et Cresside*, traduction de Pierre Leyris, Oeuvres complètes de Shakespeare, Le Club français du Livre, tome VIII

de liberté en deçà duquel aucune création significative ne peut être réalisée. Sans ce degré de liberté, pas de Shakespeare, pas de Marlowe, pas de Newton. Mais ce que diraient les conservateurs, c'est qu'on se rend moins souvent compte qu'il existe un degré de liberté au delà duquel aucune création significative ne peut être réalisée. Les écrivains de la fin du XX^{ème} siècle ont composé leur œuvre littéraire dans l'air le plus libre qu'ils aient jamais respiré. Mais il est évident que la confusion misérable du narcissisme, de l'abus de soi, de l'auto-titillation et du désir juvénile, régressif, pour le scatologique et l'obscène ont raréfié cette atmosphère en lui faisant perdre son oxygène.

Tout bien considéré, je suis tenté de dire que, pour les libertariens, la liberté individuelle est dans presque tous les domaines concevables *la plus élevée des valeurs sociales* – sans tenir compte des formes et des niveaux d'avilissement moral, esthétique et spirituel s'avérant être les conséquences involontaires d'une telle liberté. D'autre part, pour les conservateurs, la liberté, bien qu'importante, n'est que *l'une des nombreuses valeurs nécessaires* d'une société bonne ou juste. Non seulement elle peut mais doit être limitée lorsqu'elle affaiblit ou met en danger la sécurité nationale ou lorsqu'elle fait violence à l'ordre moral et au tissu social. Pour les libertariens et les conservateurs, l'ennemi commun est ce que Burke appelait le pouvoir arbitraire. Mais du point de vue conservateur, ce genre de pouvoir devient quasiment inévitable quand une population vient à ressembler à celle de Rome durant les décennies conduisant à l'ascension d'Auguste en 31 avant J.C., celle de Londres de la période antérieure aux Puritains et à Cromwell, celle de Paris avant l'ascension de Napoléon comme dirigeant de la France, celle de Berlin durant la période de Weimar et, certains diraient, celle New York dans les années 1970. Les conservateurs devraient et doivent affirmer que ce n'est pas la liberté mais le chaos et la licence qui viennent à dominer quand les autorités sociales et morales – celles de la famille, du voisinage, de la communauté locale, du travail et de la religion – ont perdu de leur attrait pour les êtres humains. Est-il probable que l'époque actuelle, celle des quarante dernières années et, aussi loin que nous pouvons l'entrevoir, au minimum les vingt prochaines années, soit déclarée plus tard par les historiens comme une ère culturelle majeure ? Certainement pas. Et peut-on sérieusement penser à l'âge de *The Naked Lunch*, *Oh ! Calcutta*, *The Hustler*, *Brodway Sex Live* et *Explicit* que notre médiocrité décadente, en tant que culture, sera un jour représentée en termes d'excès d'autorité morale et sociale ?

En revanche, les libertariens semblent voir l'autorité sociale et morale et le pouvoir politique despotique comme un élément d'un seul spectre, comme une continuité ininterrompue. Selon leur argument, si nous voulons éviter le Léviathan, nous devons remettre en cause n'importe quelles formes d'autorité, y compris celles qui sont inséparables du lien social. Il me semble que les libertariens accordent de moins en moins de reconnaissance à la différence substantielle entre la coercition de la famille, de l'école, de la communauté locale et celle de l'Etat bureaucratique centralisé. Pour moi, c'est une généralisation prouvée de nombreuses fois dans l'Histoire que l'apparition d'un pouvoir politico-militaire de plus en plus extrême a comme prélude nécessaire l'érosion et l'effondrement des autorités constitutives du lien social. Celles-ci servent à donner à l'individu un sentiment d'identité et

de sécurité, empêchent tout monopole et, dans leur diversité, constituent les remparts indispensables contre l'invasion du pouvoir politique centralisé. Mais je ne trouve pas aujourd'hui chez les libertariens une reconnaissance claire de la remarque que je viens de faire.

Il y a un dernier domaine dans lequel la différence entre les conservateurs et les libertariens est susceptible de croître de façon constante : la nation. Je maintiens tout ce que j'ai affirmé à l'appui de l'autorité, de la diversité et du pluralisme social en opposition à la concentration du pouvoir national. Je n'ai pas besoin de prouver le nombre de fois où la guerre et la mobilisation pour la poursuite de la guerre, ont conduit à des concentrations et des nationalisations temporaires qui hélas se révélèrent définitives. Plus que toutes les autres forces dans l'Histoire, la guerre est au fondement de la centralisation et de la collectivisation des ordres sociaux et économiques. Aucun conservateur ne peut apprécier, encore moins rechercher, la guerre et la militarisation des sphères sociales et civiles de la société qui l'accompagnent.

Malheureusement, nous ne vivons pas dans un monde clément en ce qui concerne les idéaux conservateurs et libertariens. C'est un monde dans lequel des despotismes aussi gigantesques et puissants que l'Union soviétique ou la Chine survivent et prospèrent – au moins dans le domaine politique et diplomatique. Pour les Etats-Unis, ignorer ou se déclarer indifférent à leurs actes d'agression, ainsi que ceux des autres despotismes militaires agressifs, serait suicidaire. Comme Montesquieu l'a écrit dans un contexte différent : il faut un pouvoir pour contenir un pouvoir. Rien de moins qu'une nation américaine forte, bien armée, vigilante et énergique peut éventuellement contenir la nation soviétique, chinoise ou cubaine.

A ma connaissance, aucun conservateur n'a jamais vilipendé ou renoncé à la nation, conçue comme une entité culturelle, spirituelle ainsi que politique. Burke adorait la nation. En contraste avec les Jacobins de son époque, il voyait simplement la nation comme une communauté de communautés, se construisant sur la diversité de ce qu'il appelait « les plus petites patries » telles que la famille ou le voisinage. Voilà comment, dans leur plus grande majorité, les conservateurs ont choisi de voir la nation. Mais ce qu'ils observent également à notre époque, avec une acuité qui manque aux libertariens, c'est la condition précaire de la nation américaine, ainsi que celle de l'Angleterre et de la France. Il y a un bon et un mauvais nationalisme. Mais, à notre époque, même le bon nationalisme est devenu à la fois un objet de nostalgie ou de révolte. Le patriotisme, ciment de la nation, a fini par devenir une chose presque honteuse. La faiblesse actuelle du gouvernement américain dans le monde des nations, une faiblesse qui attire de plus en plus le mépris et la méfiance des nations avec lesquelles nous souhaitons une étroite coopération, et le manque de leadership en Amérique, sont enracinés dans une nation qui montre des signes croissants d'agonie.

Les libertariens, que je considère ici comme des Américains aussi loyaux et patriotiques que n'importe quels conservateurs, ne voient pas, selon moi, le monde et la nation tels que je

viens de les décrire. Pour eux, l'image essentielle n'est pas celle d'une nation affaiblie, ramollie et menacée par l'Union soviétique, la Chine et leurs satellites, mais plutôt une nation américaine qui, gonflée par les jus du nationalisme, de l'interventionnisme et du militarisme, n'a rien à craindre de l'étranger. Dans l'ensemble, les conservateurs restent attachés à des patriotismes plus petits tels que la famille, l'église, le quartier, le travail et l'association volontaire, mais ils ont tendance à les considérer comme périssables et destinés à la destruction à moins que la nation, dans laquelle ils existent, puisse retrouver un certain degré de renommée et d'autorité internationale qu'elle n'a plus depuis les années 1950. En revanche pour les libertariens, à en juger par leurs écrits et leurs discours, tout se passe comme si les mesures nécessaires au rétablissement de la renommée et de l'autorité internationale de la nation américaine étaient plus dangereuses pour les Américains et leurs libertés que n'importe quel totalitarisme agressif et impérialiste dans le monde. Les conservateurs sont, ou en tout cas devraient, être attentifs à ces dangers et chercher de toute leur force à les réduire tout en retrouvant le leadership perdu de la nation américaine, tant en politique intérieure que dans les affaires internationales. Mais pour les conservateurs, le danger suprême sera, je l'imagine et je l'espère, celui de la faiblesse américaine actuelle dans un monde de despotismes militaires dangereusement agressifs. Rien pour le moment ne laisse penser que cette considération sera primordiale pour les libertariens. Et c'est sur cet écueil, davantage que tous les autres que j'ai mentionné, que les conservateurs et les libertariens ne manqueront pas de rompre ce qui a été depuis le départ une relation difficile.

Source : Robert Nisbet, *Conservatives and Libertarians: Uneasy Cousins*, Modern Age XXIV, Winter 1980, pages 2-8